ENGAGEMENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVÉLOPPEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

CSO
Civil Society
Société Civile

Newsletter

Bulletin d'information Voix des Citoyens en Afrique | October 2023 | ÉDITION 12

Les organisations de la société civile en première ligne pour renforcer la résilience dans les pays en transition



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

L'engagement de la Banque Africaine de Développement avec la société civile pour une Afrique résiliente

Civil Society
Société Civile

Les conflits violents se sont intensifiés dans une grande partie de l'Afrique. Complexes et de plus en plus longs, ils impliquent des groupes non étatiques et des acteurs régionaux et internationaux. Au cours des deux dernières décennies, plus de 469 000 africains ont perdu la vie à cause des conflits et de l'insécurité. L'année dernière, plus de 23 000 incidents liés à des conflits ont touché le continent, contre environ 3 000 en 2009. Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées internes a atteint 34,8 millions en 2022. Dans des régions telles que la Corne de l'Afrique, le Sahel, le Bassin du Lac Tchad et les Grands Lacs, la fragilité s'étend au-delà des frontières nationales, créant des conflits régionaux où la pauvreté persistante, la dégradation de l'environnement et l'instabilité politique se renforcent mutuellement.

La Banque Africaine de Développement est convaincue que l'engagement avec les organisations de la société civile l'aidera à atteindre ses objectifs en termes d'inclusion, de résilience et de paix pour le continent. En raison de leurs relations étroites avec les communautés locales et de leur sens du service, les acteurs de la société civile peuvent faciliter le dialogue et possèdent une expertise unique qui est nécessaire à l'instauration de la paix. La société civile est essentielle pour comprendre la dynamique des conflits, identifier les besoins de renforcement des capacités en matière de prévention des conflits, et fournir le soutien nécessaire à la consolidation de la paix, en particulier là où le conflit prend naissance. Les organisations de la société civile peuvent établir ou soutenir des mécanismes communautaires de résolution des conflits, créer des systèmes d'alerte précoce et mettre en œuvre des initiatives de plaidoyer auprès des décideurs politiques.

L'engagement de la société civile est au cœur de l'approche One Bank que nous poursuivons. Cela inclut les forums de la société civile, la cinquième édition du Forum sur la résilience en Afrique, l'élaboration de lignes directrices sur l'engagement de la société civile (CSE) dans les opérations de la Banque, qui ont déjà donné des résultats substantiels. Complémentaire à d'autres cadres stratégiques tels que le futur Plan d'Action CSE 2024-2028, la stratégie pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique (2022-2026) met en évidence les approches, les interventions et les instruments de financement de la Banque en faveur de la paix, tels que la Facilité d'Appui à la Transition.

Les organisations de la société civile jouent également un rôle essentiel dans la mise en œuvre et le suivi des projets, en particulier dans les environnements peu sûrs et à haut risque. Par exemple, la Banque soutient activement la plateforme régionale des organisations de la société civile dans le bassin du lac Tchad en collaboration avec la Commission du Bassin du Lac Tchad et le Programme des Nations Unies pour le Développement. Ce soutien comprend la mise en place de la cartographie des organisations de la société civile et d'un système de gestion de l'information lié à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la stabilisation, la sortie de crise et la résilience.Dans le nord du Mozambique, touché par le conflit, le Fond d'Assistance Technique de la Banque collabore avec Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Association des Volontaires pour le Service International, une organisation de la société civile, pour renforcer les capacités du secteur privé auprès de 600 familles de réfugiés, de personnes déplacées internes et de communautés d'accueil dans le Nampula et le Cabo Delgado. En soutenant les efforts du gouvernement, l'objectif est d'assurer la création de revenus durables afin de réduire la dépendance à l'aide internationale. Dans les situations de conflit, la Banque étend aussi sa collaboration avec le Comité International de la Croix-Rouge au-delà du Sahel, et avec les organisations de la société civile actives dans la prévention et la résolution des conflits communautaires. De manière générale, l'engagement proactif des organisations de la société civile est indispensable à la construction d'une paix durable.

Yero Baldeh,

Directeur, Bureau de coordination des États en transition, Banque Africaine de Développement



Œuvrer pour l'autonomisation des femmes nomades et des communautés pastorales au Sahel

Fondée en 1994, l'organisation non-gouvernementale Tin Hinan est née sous l'initiative de jeunes femmes autochtones issues des communautés du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Elle se consacre à l'autonomisation des femmes et des filles au sein des communautés pastorales du Sahel, et lutte contre les inégalités structurelles entre les genres qui entravent le développement économique et l'autonomisation des femmes dans la région et sur le continent, notamment celles liées aux normes sociales existantes. L'objectif ultime est d'habiliter ces populations à prendre en charge leurs propres besoins et de contribuer à la construction de communautés paisibles et prospères.

L'organisation opère dans divers domaines d'activités, notamment l'éducation non formelle, la protection des droits fondamentaux des peuples autochtones, femmes et filles en particulier, la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, la mobilisation sociale pour le changement de comportement via la communication, le plaidoyer et la sensibilisation. Elle s'engage également dans la lutte contre la pauvreté en fournissant des appuis en agriculture durable, en renforçant la sécurité alimentaire, et en soutenant les structures de base des femmes et des éleveurs.

Pour renforcer la résilience des populations dans ces pays en transition, Tin Hinan adopte une approche holistique au sein de ses initiatives. Cette approche intègre diverses actions visant à améliorer le bien-être des communautés pastorales marginalisées, des femmes et des filles déplacées internes et des réfugiés, et autres groupes vulnérables.

Depuis sa création, l'organisation Tin Hinan a soutenu plus de 100 organisations de femmes rurales dont au moyen 20 % de femmes autochtones et ou pastorales au Sahel (Burkina Faso, Mali et le Niger), et Afrique.



Depuis 2021, elle a renforcé les compétences opérationnelles d'au moins 30 organisations de femmes pastorales. Avec une trentaine d'organisations de la société civile de femmes et filles, en majorité des autochtones, elles ont fondé la plateforme « Femmes Pastorales du Sahel en Mouvement ». Elle a également mis en œuvre 5 projets dans le domaine de l'éducation non formelle et 5 ateliers de renforcement des capacités au profit des organisations des femmes pastorales.

Dans le domaine de l'environnement, l'organisation a contribué à renforcer les compétences des communautés locales en matière de gestion des espaces forestiers. Par ailleurs, Tin Hinan a joué un rôle clé dans le renforcement des capacités des communautés, des institutions étatiques et d'autres acteurs impliqués dans les processus de protection de l'environnement.

Tin Hinan a également participé activement à au moins 8 Conférences sur les Changements Climatiques des Nations Unies et 5 Conférences des Parties sur la Biodiversité, ainsi qu'à d'autres événements liés à ces mécanismes. Par ailleurs, l'organisation joue un rôle essentiel en tant que membre observateur auprès du Fonds climatique pour la société civile et du groupe des femmes autochtones depuis maintenant treize ans.

L'organisation a concrètement contribué à renforcer la sécurité alimentaire des communautés pastorales. En parallèle, les ateliers de sensibilisation ont permis une prise de conscience accrue des droits humains, en particulier ceux des femmes et des peuples autochtones, et ont favorisé des changements concrets dans la société.

Organisation non-gouvernementale Tin Hinan, Burkina Faso

1 LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN PREMIÈRE LIGNE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DANS LA RÉGION DU SAHEL

Une implication plus forte attendue de la société civile

Avec un portefeuille actif de 21 projets d'un montant global de 825 millions de dollars, la Banque Africaine de Développement se situe parmi les tout premiers bailleurs de fonds du Burkina. Au-delà de ses secteurs traditionnels d'intervention - transports, énergie, agriculture, environnement, eau, assainissement -, ses opérations intègrent les nouveaux défis auxquels le pays est confronté depuis quelques années. A ce titre, elle appuie les efforts du gouvernement pour apporter une réponse efficace et urgente aux défis sécuritaires, humanitaires, alimentaires et climatiques. Elle s'investit également dans des opérations spécifiques qui renforcent la résilience des Burkinabè, la création d'emplois, la réinstallation des personnes déplacées internes.

Le Projet 1 du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est illustratif à cet égard. Mis en œuvre entre 2015 et 2022 dans une centaine de communes, il a permis de réaliser de nombreuses infrastructures qui ont amélioré la vie quotidienne des populations les plus vulnérables, avec une attention particulière sur l'autonomisation des femmes. Une seconde phase du projet a été approuvée en 2022. Par ailleurs, 150 000 personnes, dont 90 % de femmes, ont bénéficié du Projet d'appui au développement de la filière karité (2016-2021). Le Projet d'appui à l'emploi des jeunes et développement des compétences en milieu rural, en cours d'exécution, vise à réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes, principalement en milieu rural.

L'efficacité de ces interventions repose en partie sur la qualité du partenariat établi avec les organisations de la société civile, avec lesquelles la Banque a jeté les bases d'une collaboration formelle à l'occasion d'une Journée « portes ouvertes » organisée en mars 2019 à Ouagadougou. Ces organisations aident à mesurer la sensibilité des projets aux risques sécuritaires sur le terrain, participent à l'identification des sites d'intervention et des bénéficiaires, et contribuent au suivi de l'exécution des projets. La société civile a été consultée lors de l'élaboration du Document de stratégie-pays intérimaire 2022-2025, permettant ainsi de mettre un accent particulier sur les questions de fragilité, de renforcement de la résilience des populations affectées par l'insécurité, d'aide humanitaire et de réponses à la crise alimentaire.

La revue du portefeuille et la mission de dialogue de haut niveau conduite au mois de mai 2023 par M. Joseph Ribeiro, Directeur général adjoint de la Région Afrique de l'Ouest, marquent des pas supplémentaires dans l'approfondissement du partenariat avec la société civile. Sous l'impulsion de la Division de la société civile et de l'engagement communautaire de la Banque, les organisations de la société civile du Burkina ont pour la première fois pris part à la session de revue du portefeuille, par ailleurs suivie d'une réunion spécifique entre le gouvernement, la Banque Africaine de Développement et ces organisations.

Dans ces différents cadres, la société civile a enrichi les échanges grâce à sa connaissance du terrain et sa proximité avec les communautés. Sa contribution sera fort utile pour accompagner la mise en œuvre du Document de Stratégie Pays Intérimaire 2022-2025, bâti autour de deux axes: le renforcement des infrastructures durables pour une croissance inclusive et verte, et le soutien aux chaines de valeurs agricoles pour un renforcement de la résilience de l'économie.

Daniel Ndoye,
Responsable Pays de la Banque Africaine de Développement,
Burkina Faso



Les organisations de la société civile en première ligne pour renforcer la résilience

Le Mali reste toujours confronté à une fragilité multidimensionnelle d'ordre économique, social, politique, sécuritaire, institutionnel, financier, et climatique. Le rôle de la société civile est crucial pour renforcer la résilience des communautés et promouvoir plus d'inclusion dans le processus de transition. La publication récente d'un « Livre Blanc » de la société civile pour faire entendre la voix des populations maliennes dans l'élaboration des mesures sécuritaires et développement, démontre à suffisance, le rôle avant-gardiste de la société civile au Mali.

La société civile Malienne est devenue un partenaire clé de la Banque et a été régulièrement consultée et impliquée dans la préparation des différentes stratégies et documents de politique. Mais l'implication des organisations de la société civile locales dans la mise en œuvre des projets de la Banque est restée faible.

La Stratégie Pays de la Banque pour la période 2021-2025 a pour objectif de remédier aux défis de fragilité économique, avec un domaine prioritaire unique axé sur l'amélioration des chaînes de valeur agricoles, du fait d'énormes potentialités du pays dans le secteur agricole. Les opérations de la Banque devraient contribuer à la création de la haute valeur ajoutée et plus d'emplois décents et durables en faveur des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.

Du fait de l'état de fragilité du pays, 50% du pipeline de la Banque s'étendent sur leurs zones de projets dans les régions en conflits où la fragilité est la plus aiguë. La Stratégie Pays prévoit l'implication des organisations de la société civile locales pour assurer le suivi à distance des projets dans les zones de conflits inaccessibles du fait de l'insécurité. Les organisations de la société civile qui connaissent bien les procédures de la Banque et qui après évaluation répondent à certaines normes de qualité seront sélectionnées dans des projets du portefeuille pour exécuter des activités spécifiques.

La revue à mi-parcours de la Stratégie Pays montre que, depuis 2021, la Banque a renforcé son engagement dans les zones de conflit et en faveur des populations les plus fragiles: (i) 45% des opérations couvrent des zones en proie à l'insécurité (près de la moitié des ressources mobilisées en 2021 et 2022 ont été destinées à ces localités, soit un montant total de 60.629 millions de dollars ; et (ii) la Banque a spécifiquement mené des opérations en faveur des populations affectées par la crise sécuritaire, à travers notamment le Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-Economique des Populations du Nord-Mali. En outre, la Banque a fait preuve de proactivité et flexibilité en réajustant son programme de prêts 2021-2022 afin de répondre aux besoins humanitaires d'urgence des populations dans les zones de conflit en proie à l'insécurité alimentaire. Elle a ainsi approuvé, en décembre 2022, deux (02) projets qui devraient contribuer à réduire l'insécurité alimentaire dans les zones de crise.

À la suite des consultations tenues avec les parties prenantes de la société civile, et afin d'avoir plus d'impact sur les projets financés au Mali; les points d'action suivantes ont été retenus: (i) Mise en place d'un comité tripartite Gouvernement-Société Civile-Banque afin de garantir l'inclusion et la redevabilité; (ii) Réaliser une cartographie des organisations de la société civile; (iii) Evaluation des besoins en renforcement des capacités; (iv) Identification des activités du portefeuille dont la participation de la société civile apportera une plus-value surtout à travers la mobilisation communautaire, la sensibilisation, la prestation des services et le suivi communautaire. (v) Sélection des organisations de la société civile partenaires de la Banque: pour la mise en œuvre de certaines activités et la prestation des services, les organisations de la société civile partenaires seront sélectionnées sur la base des procédures de la Banque.

Adalbert Nshimyumuremyi,
Responsable Pays de la Banque Africaine de Développement,
Mali



Soutenir les communautés reculées touchées par le conflit

L'organisation non-gouvernementale de droit nigérien Adkoul a été créée en 2001, d'une analyse faite par ses fondateurs de la nécessité de répondre aux problèmes de pauvreté et de crises /catastrophes récurrentes dont font face les populations nigériennes. Son objectif est de permettre aux personnes absolument pauvres de réaliser des progrès majeurs dans leurs vies. La vision d'Adkoul est de répondre efficacement aux défis humanitaires et de développement, qui contribue à la création et au maintien d'un climat de paix et de stabilité dans le respect de la dignité humaine.

Nous sommes persuadés que « le développement est possible » s'il se fonde sur le respect du choix et des spécificités des bénéficiaires. Nos valeurs sont donc : la Solidarité, le Respect, la Redevabilité, la Qualité. Nos programmes sont définis à partir des besoins des bénéficiaires et des exigences des partenaires et restent ouverts aux observations et critiques de toutes les parties prenantes afin de garantir la qualité de nos interventions pour un impact beaucoup plus important.



L'organisation non-gouvernementale Adkoul travaille dans une zone soumise à plusieurs facteurs qui rendent difficile les conditions de vie et les moyens d'existence de populations: changement climatique (sècheresses, inondations), insécurité grandissante du fait des conflits entre les groupes armés non étatiques et les Forces de Défense et de Sécurité. Pour relever les défis, la stratégie de Adkoul s'articule autour: du plaidoyer pour l'accès humanitaire auprès des autorités; du suivi régulier du contexte humanitaire et sécuritaire; du renforcement de capacités de partenaires et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre de réponse; de l'intégration des réfugiés et des personnes déplacées internes dans les dynamiques locales, cohésion sociale entre déplacés forcés et populations hôtes à travers des formations/sensibilisations et renforcement de capacités d'accueil pour un accès aux ressources; de la synergie des interventions à travers la participation aux différents clusters et réunions de coordination humanitaire; de l'appui aux stratégies locales de résilience et d'adaptation.



Des innovations sont développées avec les communautés pour renforcer leurs capacités de production.

Sur les 5 dernières années, dans les 5 régions d'intervention (Agadez, Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéry), Adkoul a mis en œuvre, avec l'appui de ses partenaires (du système de nations unies, organisation non-gouvernementales internationales et l'Etat du Niger) 68 projets humanitaires et de développement touchant les secteurs de la sécurité alimentaire/moyens d'existence, le WASH, l'éducation, la santé-nutrition, l'environnement, les abris-infrastructures, la protection, le renforcement de la coexistence pacifique, la réinsertion socio-économique au profit d'environ 622 543 personnes pour un budget de 17 218 711 USD.

Les bénéficiaires de nos interventions sont prioritairement les groupes vulnérables (femmes, hommes, enfants, jeunes, vieillards) affectés par les famines, les conflits, les sécheresses et autres crises / fléaux naturels ou humains. Une attention particulière est accordée aux vulnérabilités spécifiques chez nos bénéficiaires.

Le travail d'Adkoul sur le terrain a permis d'améliorer significativement les conditions des communautés vulnérables (personnes déplacées internes, refugiés, communautés hôtes) que nous soutenons.

Malgré l'insuffisance de ressources et les difficultés d'accès dans certaines zones soumises à des actions récurrentes de groupes armés terroristes, les interventions d'Adkoul, avec l'appui de ses partenaires ont permis d'atténuer les effets de différents chocs en créant les conditions d'une vie digne durable aux communautés dans un environnement protecteur en adoptant une approche nexus.

Alhassane Abdoulaye,

Coordinnateur National, Organisation non-gouvernementale Adkoul,
Niger



2 RENFORCER LA RÉSILIENCE EN INTÉGRANT DAVANTAGE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES CONTEXTES FRAGILES

Lutter contre les effets économiques et sociaux néfastes du changement climatique dans les zones rurales



La Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade a été créée en 1994 avec la conviction que la pauvreté et la faim dans les zones rurales, bien qu'inévitables dans le contexte d'après-guerre civile au Mozambique, n'étaient pas acceptables. Des efforts combinés et ciblés pour améliorer le niveau de vie dans les zones rurales étaient urgents. À cette fin, les membres fondateurs ont estimé que des changements structurels et sociaux profonds étaient nécessaires pour garantir l'implication effective de tous les acteurs clés dans la collaboration avec le gouvernement du Mozambique, pour concevoir et mettre en œuvre des interventions de développement inclusives et viables au niveau local, afin de lutter intelligemment contre la pauvreté, la faim et les inégalités sociales. Cependant, aujourd'hui, près de 30 ans après la création de la Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade, malgré les efforts du gouvernement et des partenaires de développement, le pays continue à faire face aux mêmes problèmes. Cette situation s'explique en partie par le faible accès aux services primaires de base et la faiblesse des réseaux de soutien et d'assistance, en particulier dans les zones rurales. Le changement climatique et les catastrophes naturelles comptent parmi les facteurs qui aggravent le retard de développement.



Les interventions de la Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade s'articulent autour des piliers suivants : Promouvoir les bonnes pratiques dans les dimensions sociales et économiques, avec pour prémisse l'intégration de la résilience climatique dans les programmes d'urgence et de développement; Renforcer les capacités de la société civile, des parlementaires, des membres du gouvernement, des communautés, etc; Mobiliser des ressources et financer des projets et des programmes socio-économiques.
L'approche de la Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade pour renforcer et diversifier les moyens de subsistance afin de réduire la vulnérabilité climatique dans les zones rurales du Mozambique est basée sur l'hypothèse selon laquelle, dans le contexte climatique actuel (pluies de plus en plus irrégulières, inondations et sécheresses cycliques, cyclones tropicaux...), la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accès à l'eau et à l'assainissement, les urgences liées à la santé publique, le revenu et le bien-être des familles sont devenus des phénomènes à multiples facettes.

En termes d'impact, dans le contexte de la résilience climatique, les interventions de la Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade ont permis de: 1) installer des systèmes d'alerte communautaire pour renforcer l'alerte précoce dans trois localités de trois districts touchés par le cyclone Idai; 2) améliorer les moyens de subsistance de 5 000 ménages dans les communautés touchées par les catastrophes naturelles et les conflits armés à Cabo Delgado; 3) améliorer la santé de 145 enfants vivant avec une malnutrition aiguë dans les centres d'hébergement en raison des situations d'urgence; 4) créer plus de 55 groupes d'épargne et de crédit intégrés dans des activités génératrices de revenus dans le cadre de la stratégie de promotion des moyens de subsistance alternatifs; 5) améliorer l'assainissement pour 120 familles en construisant des latrines dans les centres de réinstallation; 6) construire 8 forages d'eau polyvalents (eau pour la consommation et l'utilisation productive) pour environ 2 400 familles; 7) Promouvoir des aires de jeux dans le cadre de la thérapie occupationnelle des enfants; 8) Suivre et gérer les cas de violence sexiste dans un contexte d'urgence

Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade, Mozambique

Développer un réseau d'organisations de la société civile pour agir sur les questions de fragilité

Le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne, créé en 2002 est l'instance fédérale de la société civile en Guinée. Étant une force de veille, d'alerte et de propositions d'actions citoyennes, il se donne pour mission de promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance et le développement harmonieux dans un climat de paix à travers :
L'implication effective des citoyens dans la définition, le contrôle et la mise en œuvre des politiques publiques ; l'instauration du dialogue social, politique, la médiation, la réconciliation nationale, la prévention et gestion des conflits ; la participation effective des citoyens dans le processus électoral ; l'éducation civique, l'information, la communication et le renforcement des capacités des acteurs de la société civile.

Il couvre l'ensemble du territoire national, avec 138 réseaux membres, 5 300 Organisations de base, 8 conseils régionaux, 33 Conseils Préfectoraux, 333 Conseils Sous-Préfectoraux et 2 504 conseils de districts.

Dans le but de rendre professionnelles, efficaces et efficientes ses interventions, le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne a réparti ses réseaux membres en groupes thématiques dont: gouvernance électorale et suivi des politiques publiques; éducation, santé, sécurité alimentaire et nutritionnelle; promotion d'un développement économique durable et lutter contre la corruption; gestion durable des ressources naturelles; développement humain et social durable; éthique, gouvernance interne et renforcement des capacités des organisations de la société civile; gouvernance démocratique et Droits Humains.

À travers la mobilisation et la fédération des plateformes, les organisations et mouvements syndicaux guinéens ont fédéré leurs efforts dès le début de la transition sous le leadership du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne.

Cette action a permis aux acteurs sociaux de créer et de maintenir une relation étroite avec les autorités de la transition. Ainsi, le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne est membre de plusieurs organes de la transition et de cadres d'échange, de discussion sur les sujets d'enjeux nationaux.

Les actions du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne ont permis d'atteindre des résultats considérables tels que :
- L'accompagnement des femmes en Organisation socioprofessionnelle et groupement ainsi que leur renforcement de capacités pour la promotion de la Nutrition en Guinée dans 40 communes de convergence grâce à l'appui financier du Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies
- Le renforcement de 60 organisations de la société civile sur les Objectifs de Développement Durable 3 et 4 pour leur meilleure participation aux suivis des politiques publiques avec travers l'appui de l'Organisation Internationale de la Francophonie.
- La mobilisation de la Société Civile pour la Gouvernance de la Santé dans les 38 communes urbaines de la République de Guinée avec l'appui financier de l'Agence américaine pour le développement international.
- La participation au cadre de dialogue inter-guinéen, au cadre de dialogue structuré avec l'appui technique et financier de l'Union Européenne et aux missions de dissémination des recommandations
- La forte mobilisation des citoyens autour des autorités pour une transition apaisée
- La mise en place d'un cadre de suivi des activités de la transition



Oumar Kanah Diallo,

Secrétaire National chargé de la Diaspora et de l'Intégration, Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne, **Guinée**



Promouvoir l'accès à l'eau potable au sein des communautés isolées

Le Soudan du Sud est le pays le plus jeune du monde et garantir l'accès de sa population à l'eau potable est fondamental pour la sécurité, la paix et le développement à long terme. Dans ce contexte unique, les crises liées à l'eau et au changement climatique sont exacerbées par l'absence d'un gouvernement stable et d'infrastructures de base, ainsi que par la persistance de conflits tribaux permanents portant sur les sources d'eau et les pâturages, qui ont entraîné le déplacement de millions de personnes. Water for South Sudan est l'une des rares organisations à disposer d'une équipe locale et de l'expertise nécessaire pour relever les défis du Soudan du Sud en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.



Nous travaillons de manière holistique avec l'appui du gouvernement local et des communautés. Nous avons réussi à fournir un accès durable à l'eau potable dans les villages ruraux et nous pilotons de nombreuses innovations pour renforcer notre impact. Depuis 2005, Water for South Sudan fournit sans interruption des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène de haute qualité et adaptés aux conditions locales. Nous travaillons au niveau communautaire, en étroite collaboration avec les leaders communautaires pour déterminer l'emplacement des nouveaux puits et former deux personnes par village à l'entretien des puits.





Nous utilisons des énergies renouvelables telles que des puits solaires pour faciliter l'accès à l'eau dans les lieux à fort impact tels que les écoles, les marché et les hôpitaux. Entre 2005 et 2023, nous avons construit 628 puits, ce qui a radicalement changé la vie de plus de 500 000 personnes alimentées quotidiennement en eau potable. À ce jour, 100 % de ces puits sont toujours en service. Water for South Sudan renforce les capacités locales en engageant, en formant et en employant localement les membres de son équipe, Les employés locaux reçoivent un salaire équitable, une formation sur place et la possibilité d'évoluer au sein de l'organisation.

Cela permet aux villages ruraux éloignés de se développer, ce qui profite à la jeune nation du Soudan du Sud et apporte une plus grande stabilité au pays et à la région. Water for South Sudan poursuivra sans relâche son engagement à fournir un accès à l'eau potable et à l'hygiène aux communautés locales.

Nos principales priorités pour la période 2023-2027 sont d'étendre notre empreinte à de nouvelles régions du pays, d'accroître l'approvisionnement en eau à l'échelle nationale grâce à l'utilisation de nouvelles techniques de filtration, et de continuer à renforcer nos propres capacités organisationnelles ainsi que celles des membres désignés par les communautés afin que l'inaccessibilité à l'eau potable et les maladies/morts évitables liées à une consommation d'eau impropre deviennent de l'histoire ancienne.

Salva Dut,
Fondateur et Directeur de la stratégie,
Water for South Sudan,
Soudan du Sud



3 DE VOUS À NOUS

Département Genre, Femmes et Société Civile

Je suis plus qu'impressionnée par le travail sans relâche que les organisations de la société civile accomplissent dans un contexte de fragilité. Malgré des contextes politiques et socio-économiques difficiles, le manque de ressources auquel elles sont confrontées pour fournir des services de base aux communautés vulnérables, l'impact de leur travail dépasse largement ce que l'on aurait pu imaginer. Je tiens sincèrement à féliciter les organisations de la société civile participantes à cette newsletter, et de façon plus large, les organisations sur tout le continent. Votre dévouement et votre engagement sont vus, reconnus et appréciés.

La fragilité en Afrique est une dynamique à la fois répandue et évolutive. Des pays hier définis comme fragiles ont trouvé une issue, tandis que d'autres qui se portaient bien sont aujourd'hui touchés par des conflits, des institutions faibles, des troubles politiques, le changement climatique et d'autres problèmes qui caractérisent une telle situation.

Ayant la volonté et la détermination de ne laisser personne de côté, la Banque Africaine de Développement fait de l'engagement avec la société civile dans les États en transition une priorité essentielle. Le pouvoir de rassemblement des organisations de la société civile et sur leur proximité unique avec les populations est nécessaire pour atteindre les communautés touchées par la fragilité.

Zéneb Touré,
Cheffe de la Division Société Civile et de l'Engagement Communautaire,
Banque Africaine de Devéloppement



NOUS CONTACTER

Groupe de la Banque Africaine de Développement
Division Société Civile et Engagement Communautaire
Immeuble CCIA, Avenue Jean Paul II
B.P 1387 Abidjan 01 - Cote d'Ivoire
Tel: +225 20 26 44 64
E-mail: civilsociety@afdb.org
www.afdb.org

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

Civil Society
Société Civile

Scan this code to register to Civil Society Organization database

Civil Society Organization database
https : // cso.afdb.org